

François Schaller A contre-courant

Parcours. Né en 1954 à Porrentruy (JU), François Schaller suit des études de lettres et sciences politiques à Lausanne, après un apprentissage en agriculture. S'ensuivent toutes sortes de petits boulots, et des expériences dans le commercial et l'enseignement.

Il commence le journalisme «très tardivement», à 35 ans, d'abord à «La Presse», puis à «L'Agefi», à «L'Hebdo», à «L'Agefi» encore. Il est rédacteur en chef, pendant dix ans, de «PME Magazine», avant de revenir à «L'Agefi», en 2009, aux titres de rédacteur en chef et administrateur délégué.

▣ **lien www.agefi.com**

JEAN-CHRISTOPHE AESCHLIMANN
PHOTOS CHARLY RAPPO/ARKIVE.CH

On s'était presque habitué à entendre que l'Europe, c'est formidable, et qu'il est dramatique que la Suisse n'en fasse pas partie. Vous, vous trouvez plutôt bien qu'elle n'y soit pas?

François Schaller. Vingt ans après le non à l'Espace économique européen, ce sentiment est général en Suisse, en Suisse romande aussi. En 1992, c'était le règne de l'eu-



ropéisme et de l'europhilie quasi unanimes.

En 1992, vu de Lausanne, on avait l'impression que la Suisse romande était éclairée, et la Suisse alémanique dans les ténèbres...

Ce qui a changé, c'est l'expérience européenne, et la lente prise de conscience que l'Union européenne, en réalité, c'est la France et l'Allemagne, ou un axe franco-allemand élargi. Et ce que je dis, qui peut sembler provocant, c'est qu'en réalité la France et l'Allemagne sont en train de mettre en œuvre, ensemble et pacifiquement, ce qu'elles ont cherché à faire individuellement et par la force pendant deux siècles. Nous avons en Suisse une forte tradition de résistance par rapport à nos grands voisins.

On pourrait aussi parler de pragmatisme.

Si je dis résistance, c'est vis-à-vis des grandes nations qui nous entourent, mais aussi d'une organisation politique et de la société qui part de plus en plus du haut au lieu de partir du bas. Il s'agit là d'une dérive ou d'une perversion des traditions démocratiques. Il est salutaire que la Suisse n'y participe pas, en particulier avec sa démocratie directe.

Vous diriez que les Romands peuvent dire merci aux

Alémaniques pour 1992?

Je ne dirais pas cela ainsi, simplement que la décision de 1992 peut encore être considérée comme un bon choix. Sera-ce encore le cas dans vingt ans, je l'ignore. Ce qui est sûr, c'est que les petites nations n'ont jamais avantage à renoncer à leur indépendance ou à leur autonomie, sous le prétexte qu'elles ne seraient que relatives.

La démocratie directe serait-elle incompatible avec la structure européenne?

Oui, sauf à considérer que la démocratie directe n'a de sens que pour des questions mineures et locales. La démocratie directe porte sur les questions les plus fondamentales. On a déjà voté sur la suppression de l'armée, on pourrait aussi le faire sur la disparition de la Suisse. On a la possibilité de modifier continuellement la Constitution, avec des initiatives venues d'en bas, de la société civile et non des milieux politiques ou économiques.

En entrant dans l'UE, la Suisse ne pèserait plus que 2% ou 3% dans les processus de décision. Je ne vois donc pas l'intérêt d'y entrer. Mieux vaut rester en position de parler d'Etat à Etat.

Vous parlez dans votre livre de «moralisme» et «d'esprit d'alignement» qui auraient prévalu en matière de politique étrangère depuis une quinzaine d'années. Assez sévère quand même, non?

Vous trouvez? Je pense que ce qu'on a appelé la «nouvelle politique extérieure» de la Suisse obéit à des considérations avant tout intérieures. Il s'agit de donner à une partie de la population le sentiment d'une bonne conscience parce que nous participons aux efforts du monde pour la paix et le développement, et que nous le faisons avec les autres. Avant, nous le faisons peut-être moins avec les autres, mais c'était plus efficace et plus pragmatique qu'aujourd'hui.

Votre livre est construit sur cinq piliers, qui sont aussi, dites-vous, ceux de la Suisse.

Les cinq éléments essentiels de la perception de la Suisse à l'étranger, à part les banques, les montres et le chocolat: la démocratie directe, le fédéralisme, la neutralité, le succès économique et un certain protectionnisme, le secret bancaire. Ma conviction est que ces éléments sont légitimes, qu'on peut les expliquer et les revendiquer plutôt que de s'en excuser continuellement.

Il est quand même devenu difficile de faire l'éloge du secret bancaire...

Je suis favorable à une défense résolue du secret bancaire, et le secret bancaire a toujours évolué. Dans le fil du temps, il a en partie été détourné de sa voca-



tion première, qui était, dans une optique libérale, de donner la possibilité aux gens qui avaient de l'argent de le mettre en sécurité quand ►►

►► ils ne se sentaient pas en sécurité eux-mêmes. Ce sens premier a été perverti avec l'évasion fiscale et l'accueil de fonds issus de la criminalité. Mais depuis quinze ans, la place financière suisse est en train de devenir la plus propre du monde.

Les Suisses eux-mêmes, ils en pensent quoi, à votre avis?

Tous les sondages relatifs au secret bancaire réalisés depuis des années sont formels: les Suisses lui sont attachés, ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils défendent l'évasion fiscale et encore moins les fonds douteux. Je regrette qu'il n'y ait pas de sondage plus précis là-dessus. Mais dans la politique suisse, l'opinion de la population est devenue assez secondaire, on est beaucoup plus focalisé sur les pays qui exercent des pressions sur la Suisse.

C'est-à-dire?

Le sentiment est assez répandu que la Suisse ne peut pas résister à des pressions conjuguées de pays comme les Etats-Unis, l'UE ou d'organisations comme l'OCDE. Sous-entendu, si les Etats-Unis ou l'UE veulent ceci

ou cela, il ne sert à rien de dire non. C'est le carburant de la mentalité suisse, du moins dans les milieux politiques et économiques aujourd'hui. Un des moteurs intellectuels de l'adhésionnisme en Suisse depuis vingt ans et plus consiste à dire: nous sommes petits et faibles, entrons dans l'UE et nous allons devenir Européens, c'est-à-dire forts.

Une illusion?

Cela reviendrait à dire que l'on peut devenir fort par dilution. On ne peut pas devenir fort en n'existant plus.

On ne peut pas dire que ce soit là une opinion majoritaire de la classe politique...

Disons que, depuis une vingtaine d'années, une prise de conscience a eu lieu que la Suisse, avec une indépendance relative mais réelle, pouvait avoir un avenir. Il y a vingt ans, ce scénario était tenu pour impossible. Historiquement, cela correspondait à l'effondrement de l'Union soviétique et à la fin de la guerre froide. Certains pensaient que l'UE allait se substituer à l'URSS comme grande puissance. Le fait est que, aujourd'hui, la Suisse est un modèle intéressant, également aux yeux de nombreux Européens: petite, différente, bien profilée, bref une alternative à la logique

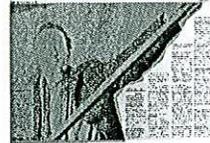
des grandes puissances.

Et la libre circulation des personnes, aujourd'hui?

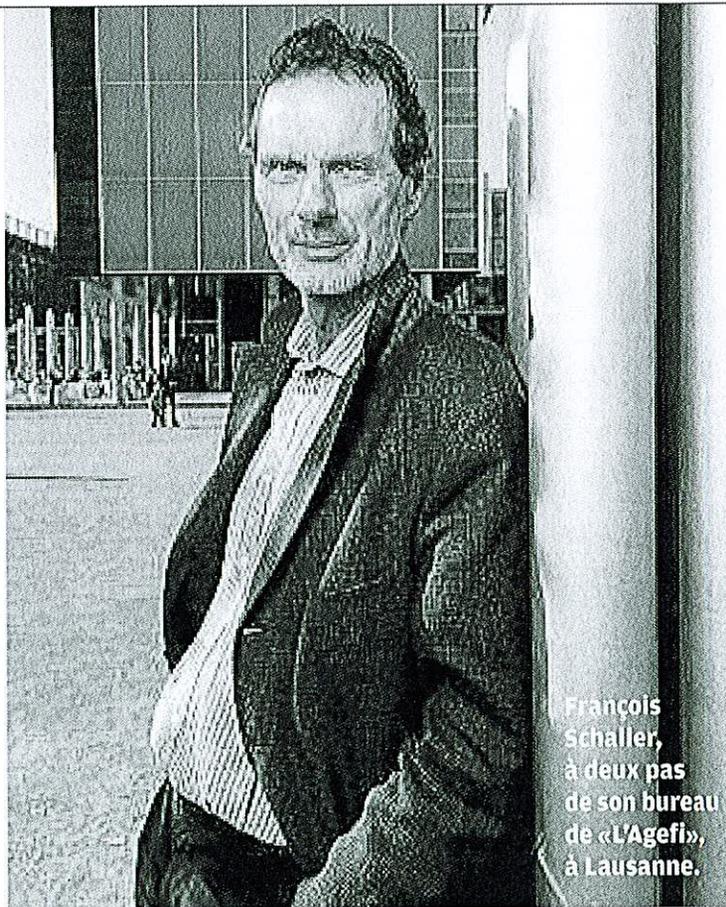
La croissance confortable en comparaison internationale est due en premier lieu à l'immigration de personnes actives en provenance d'Europe. D'un autre côté, cette immigration n'est possible que parce que la Suisse va particulièrement bien. Il ne faut donc pas restreindre l'immigration maintenant, mais je ne comprends toujours pas pourquoi ni comment l'UE a obtenu dans le cadre des négociations bilatérales que la Suisse renonce à toute politique migratoire vis-à-vis de l'Europe.

Il faudrait renégocier, à votre avis?

Oui, et rétablir une clause de sauvegarde au-delà de 2014, comme celle qui vient d'être actionnée symboliquement pour huit pays de l'Est. La Suisse doit pouvoir introduire souverainement des restrictions si elle le juge nécessaire. Et unilatéralement, tant que les flux migratoires entre l'UE et la Suisse ne sont pas équilibrés (autant de Suisses s'établissant en Europe que l'inverse). S'agissant des accords de Schengen et Dublin, dont on peut penser qu'ils ont contribué à augmenter le sentiment d'insécurité en



Suisse, la situation est assez différente, puisqu'il y a précisément une clause de sauvegarde. La Suisse peut réintroduire le contrôle des personnes aux frontières, comme d'autres pays ont décidé de le faire, au moins ponctuellement. ■



François Schaller, à deux pas de son bureau de «L'Agefi», à Lausanne.

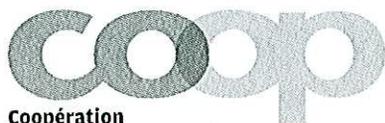
Hors sujet Ce qu'il aime

Deux endroits de Suisse que vous aimez particulièrement?

Porrentruy, parce que j'y suis né et que c'est mon enfance; et Genève, parce que je trouve cette ville magnifique et qu'elle a tout pour elle.

Les livres que vous lisez en ce moment?

«Life», l'autobiographie de Keith Richards. En fait, je lis beaucoup de biographies et d'histoire. Dernier en date: Edward Gibbon, «Déclin et chute de l'Empire romain», un classique de l'histoire antique, écrit au XVIII^e siècle par un Anglais. La civilisation romaine a subsisté sous des formes différentes pendant quinze siècles. Ce sujet m'intéresse parce que je m'interroge sur un thème à la mode depuis longtemps et qui s'appelle la fin du capitalisme. Je me dis que la civilisation bourgeoise capitaliste peut elle aussi durer au moins quinze siècles; sous quelles formes pendant les dix siècles qu'il nous reste, je ne sais trop, mais la question me passionne. En fait, si je lis beaucoup d'histoire, c'est pour essayer de me faire une idée de ce que pourrait être notre futur.



Coopération

Gesamt

Coopération
4002 Bâle
0848 400 044
www.cooperation-online.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines populaires
Tirage: 588'483
Parution: hebdomadaire



N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 116
Surface: 174'473 mm²

Un livre Une conviction



«Résister à l'Union européenne, c'est d'abord refuser que les pratiques démocratiques soient suspendues au nom d'impératifs politiques qui les transcendent.» La

conviction de François Schaller, déclinée en divers essais réunis dans ce livre, est claire: la Suisse n'a aucun intérêt à adhérer à l'Union européenne.

François Schaller, **L'esprit de résistance** suivi de **La Question suisse**, Slatkine.